

OPINION INDIVIDUELLE DE M. ALEJANDRO ALVAREZ

Je me rallie à l'arrêt rendu par la Cour, mais je considère qu'il y a lieu de mettre en relief certaines considérations de caractère juridique à l'appui dudit arrêt.

I.

Le cataclysme que nous venons de traverser ouvre une *nouvelle époque* dans l'histoire de la civilisation ; elle est plus importante que toutes les précédentes : plus importante que celle de la Renaissance, que celle de la Révolution française de 1789, que celle qui a suivi la première guerre mondiale ; et cela par suite des profondes modifications qui se sont produites dans tous les ordres de l'activité, surtout dans la vie internationale et dans le droit des gens.

Il est donc nécessaire de connaître l'état actuel de ce droit ; il faut le faire dans les matières se rapportant au litige soumis à la Cour. Cela ne veut pas dire que ce tribunal devait se prononcer sur tous les points de droit que ces matières comportent ; mais il m'a semblé utile que l'un des juges, au moins, les examine. C'est ce que je me propose de faire dans la présente opinion individuelle.

II.

Des divers points de droit concernant le différend actuel, je retiendrai les sept suivants :

- A. — Quel droit doit appliquer la Cour ?
- B. — Importance de la politique, de la force et de l'opinion publique sur l'*exercice* des droits des États.
- C. — La souveraineté des États. Sa nouvelle conception.
- D. — La responsabilité des États. Divers aspects qu'elle présente en ce qui concerne le litige actuel.
- E. — Le passage des navires de commerce et de guerre d'un État dans les eaux territoriales d'un autre État, ainsi que dans les détroits. Sa situation actuelle.
- F. — L'intervention, les actes de force, les violations de souveraineté.
- G. — L'abus du droit.

Toutes ces matières sont soit anciennes mais revêtant des aspects nouveaux, soit entièrement nouvelles. Toutes font partie de ce qu'on appelle le *droit international nouveau*.

INDIVIDUAL OPINION BY JUDGE ALVAREZ.

[*Translation.*]

I am in agreement with the Judgment delivered by the Court, but I feel that it is desirable to give prominence to certain considerations of a legal character in support of that Judgment.

I.

The cataclysm through which we have just passed opens a *new era* in the history of civilization ; it is of greater importance than all those that preceded it : more important than that of the Renaissance, than that of the French Revolution of 1789 or than that which followed the first World War ; that is due to the profound changes which have taken place in every sphere of human activity, and above all in international affairs and in international law.

It is therefore necessary to consider what is the present state of that law. We must examine it in connexion with the questions raised by the dispute submitted to the Court. That does not mean that this Court should pronounce on all the legal issues which those questions connote ; but it seems desirable that one of the judges, at least, should examine them, and that is the task I have set myself in this individual opinion.

II.

Among the different legal issues relating to the present dispute, I shall concern myself with the following seven :

- A.—The law which the Court has to apply.
- B.—The importance of politics, of force and of public opinion in regard to the *exercise* of the rights of States.
- C.—The sovereignty of States. The new conception of that sovereignty.
- D.—The responsibility of States. The different aspects of that responsibility presented in the dispute before the Court.
- E.—The passage of merchant ships and warships of one State through the territorial waters of another State, and also through straits. Present position of this question.
- F.—Intervention, acts of force, violations of sovereignty.
- G.—Misuse of right.

All of the above are either old subjects presented under new aspects, or entirely new subjects. They all belong to what has been termed the *new international law*.

Je vais examiner, dans leurs grandes lignes, ces différents sujets, sans indiquer l'application de chacun d'eux au litige actuel, car elle ressort suffisamment du texte de la sentence.

III.

Dans l'opinion individuelle que j'ai émise au sujet de l'Avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 28 mai 1948, j'ai indiqué que, par suite des profondes transformations survenues dans la vie internationale, un nouveau droit des gens s'est fait jour ; il est fondé sur l'*interdépendance sociale*. J'y ai exposé les caractéristiques de ce nouveau droit ; il est, en somme, la réalisation de la justice sociale. Il est tout autre chose que l'ancien droit strictement juridique ; il se rapproche de la notion d'équité, sans se confondre avec elle. Ce nouveau droit international n'est pas une *lex ferenda*, comme on le croit ordinairement : il existe réellement et il a des assises essentiellement positives, notamment, dans le nouveau régime d'interdépendance sociale qui se fait jour, dans la Charte des Nations Unies, ainsi que d'autres éléments qu'il n'y a pas lieu d'indiquer ici. Il se heurte souvent avec l'ancien droit des gens.

Quel droit doit appliquer la Cour ? Celui qui existait jusqu'au cataclysme de 1939 ? Ou doit-elle renouveler ce droit, le mettre, en quelque sorte, à jour, en harmonie avec les nouvelles conditions de la vie sociale et internationale ? (Droit international nouveau.)

On croit généralement que le rôle de la Cour est seulement d'appliquer le droit international existant, sans se préoccuper de savoir s'il correspond ou non à ces nouvelles conditions et que, si elle le renouvelait, elle se transformerait en véritable législateur.

Or, la Cour actuelle a maintenant une nouvelle mission qui n'appartenait pas, au moins de façon formelle, à la Cour précédente. En effet, la Charte des Nations Unies, dans son article 13, a chargé l'Assemblée générale d'« encourager le développement progressif du droit international et sa codification ». Et, afin d'obtenir ces résultats, cette Assemblée, dans sa Résolution 171 de 1947, a manifesté le désir que la Cour internationale de Justice développe ce droit, c'est-à-dire le mette à jour.

La Cour a ainsi, actuellement, trois attributions :

a) l'ancienne, qui consiste à dégager le droit existant, à le préciser et le confirmer ;

b) celle de modifier, conformément aux conditions actuelles de la vie internationale, les préceptes en vigueur mais devenus désuets ;

c) celle de créer, formuler des préceptes nouveaux pour les matières anciennes où il n'en existe pas, ainsi que pour les matières nouvelles.

I will now examine these different points on broad lines, but without indicating their respective application to the present dispute, for that has been adequately dealt with in the Judgment.

III.

In the individual opinion which I appended to the Advisory Opinion delivered by the International Court of Justice on May 28th, 1948, I pointed out that, in consequence of profound changes that had taken place in international relations, a new international law had arisen; it is founded on *social interdependence*. In that opinion I described the characteristics of this new law. Briefly, it is the realization of social justice. It is entirely different from the old law, which was strictly juridical; it approaches nearer to the notion of equity, without however being merged in it. This new international law is not a *lex ferenda*, as is often believed; it has a real existence and it has essential and actual foundations—for instance, in the new régime of social interdependence which is coming into being, in the Charter of the United Nations and in other spheres which need not be enumerated. It often comes into collision with the old international law.

What is the law that the Court should apply? Is it that which existed until the cataclysm of 1939? Or must the Court remodel that law, bring it—so to speak—up to date and into harmony with the new conditions of social and international relations? (New international law.)

It is generally believed that the function of the Court is simply to apply the existing international law, without considering whether or not it corresponds to these new conditions, and that if the Court were to remodel the law it would be really assuming the task of a legislator.

But the present Court has a new mission which was not conferred—at least not expressly—on the Court which preceded it. For the Charter of the United Nations has instructed the General Assembly in Article 13 to “encourage the progressive development of international law and its codification”. And, with a view to obtaining these results, the Assembly in its Resolution 171 of 1947 expressed the desire that the International Court of Justice should develop this law, in other words should bring it up to date.

The Court has thus, at the present moment, three functions:

- (a) the former function, which consisted in elucidating the existing law, and in defining and confirming it;
- (b) that of modifying, in conformity with the existing conditions of international relations, provisions which, though in force, have become out of date;
- (c) that of creating and formulating new precepts, both for old problems where no rules exist and also for new problems.

Ces deux dernières attributions de la Cour dérivent du fait que la vie internationale est en évolution constante et que le droit des gens doit toujours la refléter. Dans leur exercice, la Cour ne doit pas procéder arbitrairement mais s'inspirer des grands principes du droit international nouveau.

Deux considérations, entre autres, vont montrer l'exactitude de ce qui vient d'être dit. Supposons que le Conseil de Sécurité de l'O. N. U. décide de prendre des mesures de coercition contre un État et envoie, dans ce but, des navires de guerre appartenant à différents pays, puisque l'O. N. U. ne dispose pas de force navale propre. Si cette escadre internationale veut traverser les eaux territoriales de certains États, ceux-ci ne pourront mettre aucune entrave à ce passage, sous quelque prétexte que ce soit, même si leurs lois nationales exigent une autorisation préalable ou d'autres formalités. Il s'agit ici d'un cas nouveau, du passage d'une force internationale ; or, celle-ci doit avoir le droit de passer librement partout. Si un litige était soumis à la Cour à ce sujet, il serait inadmissible qu'elle déclarât que ladite force internationale doit se soumettre à la législation des États riverains.

La deuxième considération est, elle aussi, décisive. On connaît la doctrine bien établie dans le droit international de la clause dite *rebus sic stantibus*, d'après laquelle un État peut se refuser à exécuter un traité si les conditions dans lesquelles il l'a signé ont substantiellement changé. Cette doctrine est si juste qu'elle commence à passer dans le droit privé. Or, la faculté qu'a la Cour de renouveler le droit international n'est que l'application dans tout ce droit de la doctrine relative à la clause *rebus sic stantibus* ; le principe qui l'anime est le même : c'est un principe de justice sociale.

La Cour se trouve donc en présence de ce dilemme : ou bien appliquer strictement les préceptes du droit existant, même s'ils sont surannés et peuvent conduire à des injustices ou à des solutions inacceptables ; ou bien renouveler ces préceptes, comme il vient d'être dit. A mon sens le choix n'est pas douteux.

IV.

Le droit d'interdépendance sociale n'oppose pas, comme on l'a fait jusqu'ici, le droit à la politique ; au contraire, il admet qu'il existe des rapports étroits entre eux.

Les juristes imbus du droit traditionnel ont considéré le droit international comme ayant un caractère strictement juridique ; ils n'envisageaient que ce qu'ils appelaient le *droit pur*, en excluant entièrement la politique comme étrangère au droit. Or, le droit pur n'existe pas : le droit est le résultat de la vie sociale et évolue avec elle, c'est-à-dire est, en grande partie, l'effet de la pratique, de la politique, surtout collective, des États. Il ne faut donc pas

The two latter functions of the Court have their origin in the fact that international life is in a state of constant evolution, and that international law must always be a reflection of that life. In exercising these functions the Court must not proceed arbitrarily, but must gain its inspiration from the great principles of the new international law.

The following two examples may serve to illustrate the correctness of what I have just said. Suppose that the Security Council of the U.N.O. decided to take measures of coercion against a State and, with that object, despatched warships, belonging to different countries—for the U.N.O. has no naval forces of its own. If this international squadron desired to pass through the territorial waters of certain States, the latter cannot do anything to impede its passage, under any pretext, not even if their national laws required a previous authorization, or other formalities. Here we have something new, the passage of an international force, which is surely entitled to pass freely everywhere. If a dispute arising out of this fact were referred to the Court, it would be quite inadmissible for it to rule that this international force must comply with the national legislation of the coastal States.

Coming next to the second example, also of a decisive character : we are all familiar with the well-established doctrine in international law of the clause known as *rebus sic stantibus*, according to which a State may refuse to execute a treaty if the conditions which prevailed at the time of signature have substantially changed. That doctrine is so just that it has begun to find its way into private law. But the power of the Court to remodel international law is merely the application in every branch of that law of the doctrine of the clause *rebus sic stantibus*; the principle at the root of it is the same : it is a principle of social justice.

The Court is therefore confronted with this dilemma : should it strictly apply the rules of the existing law, even if they are obsolete and might lead to injustices or to settlements which might be found unacceptable, or should it review these rules, as has just been explained ? In my opinion there is only one answer.

IV.

The law of social interdependence does not place law in opposition to politics, as has been done hitherto ; on the contrary, it admits that there are close relations between them.

Jurists, imbued with traditional law, have regarded international law as being of a strictly juridical character ; they only consider what they describe as *pure law*, to the entire exclusion of politics as something alien to law. But pure law does not exist : law is the result of social life and evolves with it ; in other words, it is, to a large extent, the effect of politics—especially of a collective kind—as practised by the States. We must therefore beware of

établir un antagonisme entre le droit et la politique ; ces deux éléments doivent s'interpénétrer.

La politique et l'opinion publique exercent une grande influence sur l'exercice des droits des États. Divers cas peuvent se présenter, quelques-uns desquels apparaissent dans le litige actuel :

A. — Un État a un droit indiscutable envers un autre État mais ne veut pas l'exercer pour diverses considérations politiques, notamment pour maintenir de bonnes relations avec ledit État.

B — Un État a un droit envers un autre État mais celui-ci le conteste. Peut-il appuyer son droit par la force ? Et l'autre État peut-il, de son côté, résister en employant, aussi, la force ?

C. — Un État a un droit à exercer sur le territoire d'un autre État, par exemple, le droit de passage. Peut-il appuyer ce droit par la force s'il est contesté ? Et, à son tour, l'autre État peut-il résister par la force également ?

D. — Les droits de deux États se heurtent, ce qui est, en grande partie, le résultat du régime individualiste qui n'admet presque pas de limitations aux droits qu'il consacre. Comment résoudre ces conflits ?

E. — Un État n'a pas le droit d'accomplir certains actes sur le territoire d'un autre État, mais ses intérêts vitaux ou l'intérêt général le poussent à agir ainsi, en violant, par suite, la souveraineté de l'autre État, et le droit international.

F. — Un État craint d'être victime d'une agression de la part d'un autre État ou a des craintes légitimes que celui-ci veuille l'empêcher d'exercer un de ses droits. Peut-il employer la menace de force, ou même la force, comme précaution, pour empêcher ladite agression ou la violation de son droit ?

G. — Un État se trouve en cas de légitime défense.

Dans toutes ces situations, les considérations politiques joueront un rôle très important dans l'attitude des États intéressés ; ceux-ci devront tenir grand compte de l'opinion publique.

La Charte de l'O. N. U. (art. 2, n° 4) interdit l'emploi de la force, sauf en cas de légitime défense art. 51). Par suite, l'État qui se trouve dans les situations précédentes, à l'exception de celles indiquées sous les lettres A et E, doit avoir recours non pas à la force mais au Conseil de Sécurité ou à la Cour internationale de Justice.

Ici apparaît clairement la différence entre l'ancien et le nouveau droit international.

Il y a lieu de remarquer, en passant, que malgré la prohibition par la Charte des Nations Unies de l'emploi de la force, celle-ci peut encore, dans certains cas, produire des effets juridiques : par exemple les acquisitions faites par le vainqueur à la suite d'une

considering law and politics as mutually antagonistic. Each of them should be permeated by the other.

Politics and public opinion exercise a great influence on the *exercise* of the rights of States. Different cases may arise; some of them have arisen in the present dispute :

A.—A State possesses an unquestionable right vis-à-vis another State, but is unwilling to exercise it for different political reasons, perhaps because it wishes to maintain good relations with the said State.

B.—A State possesses a right vis-à-vis another State, but the latter disputes it. May it support its right by the use of force ? And may the other State, for its part, resist by employing force in its turn ?

C.—A State has a right which it is entitled to exercise in the territory of another State, e.g., the right of passage. May it support that right by force if it is disputed ? And may the other State, in its turn, resist by force ?

D.—The rights of two States are in conflict ; this results, to a large extent, from the individualist régime which admits hardly any limitations to the rights which it recognizes. How are such conflicts to be resolved ?

E.—A State does not possess the right to perform certain acts in the territory of another State, but its vital interests, or the general interest, impel it to perform these acts, thus violating the sovereignty of the other State and international law.

F.—A State fears that it may be the victim of aggression by another State, or entertains a legitimate fear that the latter intends to prevent it from exercising one of its rights. May it employ the threat of force, or even force itself, as a precautionary measure, to prevent this aggression or the violation of its right ?

G.—A State acts in legitimate self-defence.

In all these situations, political considerations will play a very important part in the attitude of the States concerned. These States will have to show great regard for public opinion.

The Charter of the U.N.O. (para. 4 of Art. 2) forbids the employment of force except in case of legitimate self-defence (Art. 51). Consequently, a State which is in one of the situations mentioned above—except in those mentioned in paragraphs A and E—must have recourse, not to force but to the Security Council or to the International Court of Justice.

Here we see clearly the difference between the old and the new international law.

It may be observed, incidentally, that in spite of the prohibition of the use of force in the Charter of the United Nations, it is still possible, in certain cases, for force to produce juridical effects : for example, acquisitions made by the victor after a war, the inde-

guerre, l'indépendance de colonies, la sécession d'États, ces dernières étant ensuite reconnues par les métropoles ou par l'O. N. U. Je ne m'attarderai pas sur ce sujet d'un grand caractère psychologique, car il sort du cadre de ce travail.

V.

Il convient de considérer particulièrement ce qui a trait à la souveraineté des États, car les grandes questions qui dominent le litige actuel ont toutes leur origine première dans cette notion ou l'affectent.

Par souveraineté, il faut entendre l'ensemble des droits et des attributions que l'État a sur son territoire, à l'exclusion de tous autres États, ainsi que dans ses rapports avec ceux-ci.

La souveraineté confère des droits aux États et leur impose des obligations.

Ces droits ne sont pas les mêmes et ne s'exercent pas de la même manière dans tous les domaines du droit international : les quatre traditionnels — terrestre, maritime, fluvial et lacustre — auxquels il faut ajouter les trois nouveaux — aérien, polaire et flottant (îles flottantes) ; d'autre part, la violation de ces droits n'a pas la même gravité dans tous ces domaines.

Quelques juristes ont proposé d'abolir la notion de souveraineté des États, la considérant caduque. C'est une erreur : cette notion a son fondement dans le sentiment national et dans la psychologie des peuples, c'est-à-dire a des racines profondes. Le Pacte constitutif de l'Organisation internationale a reconnu expressément la souveraineté des États et s'est efforcé de la mettre en harmonie avec les fins de cette Organisation (art. 2, n° I).

Cette notion a évolué, et actuellement il faut en avoir une conception qui s'accorde avec les nouvelles conditions de la vie sociale. On ne doit plus considérer la souveraineté comme un droit absolu et individuel de chaque État, ainsi qu'on le faisait dans l'ancien droit fondé sur le régime individualiste, d'après lequel les États n'étaient liés que par les préceptes qu'ils avaient acceptés. Aujourd'hui, en raison de l'interdépendance sociale, ainsi que de la prédominance de l'intérêt général, les États sont liés par bien des préceptes sans que leur volonté intervienne. La souveraineté des États est devenue actuellement une *institution*, une *fonction sociale internationale* de caractère psychologique et devant s'exercer conformément au droit international nouveau.

VI.

De même que la souveraineté, la responsabilité des États est une matière ancienne et qui occupe une place très importante dans le

pendence of colonies, the secession of States, such secession being subsequently recognized by the mother countries or by U.N.O. I will not dwell longer on this subject, which is so largely of a psychological character, as it is outside the scope of these observations.

V.

Questions which concern the sovereignty of States deserve special consideration, for the main issues in the present dispute have their primary origin in that notion or will affect it.

By sovereignty, we understand the whole body of rights and attributes which a State possesses in its territory, to the exclusion of all other States, and also in its relations with other States.

Sovereignty confers rights upon States and imposes obligations on them.

These rights are not the same and are not exercised in the same way in every sphere of international law. I have in mind the four traditional spheres—terrestrial, maritime, fluvial and lacustrine—to which must be added three new ones—aerial, polar and floating (floating islands). The violation of these rights is not of equal gravity in all these different spheres.

Some jurists have proposed to abolish the notion of the sovereignty of States, considering it obsolete. That is an error. This notion has its foundation in national sentiment and in the psychology of the peoples, in fact it is very deeply rooted. The constituent instrument of the International Organization has especially recognized the sovereignty of States and has endeavoured to bring it into harmony with the objects of that Organization (No. I of Art. 2).

This notion has evolved, and we must now adopt a conception of it which will be in harmony with the new conditions of social life. We can no longer regard sovereignty as an absolute and individual right of every State, as used to be done under the old law founded on the individualist régime, according to which States were only bound by the rules which they had accepted. To-day, owing to social interdependence and to the predominance of the general interest, the States are bound by many rules which have not been ordered by their will. The sovereignty of States has now become an *institution*, an *international social function* of a psychological character, which has to be exercised in accordance with the new international law.

VI.

Like sovereignty, the responsibility of States is an ancient conception and holds a very important place in international law. It

droit international. Elle est délicate et sujette à controverses du fait qu'il n'y a pas de préceptes bien établis qui la réglementent. Cela est apparu clairement à la Conférence de codification de La Haye de 1930.

Il est donc nécessaire que cette matière soit précisée dans ses parties essentielles et même renouvelée.

Pour ce renouvellement dans les matières concernant le litige actuel, la Cour pourrait s'inspirer des données suivantes basées sur le droit d'interdépendance sociale :

1° Tout État est tenu d'assurer sur son territoire l'ordre indispensable pour l'accomplissement des obligations internationales : autrement, il engage sa responsabilité.

2° Tout État est tenu d'exercer une surveillance diligente sur son territoire. Cette surveillance ne s'étend pas aux régions désertes ; elle n'est pas la même pour la partie terrestre que pour les parties maritime, aérienne, etc.

Cette obligation de surveillance varie selon les conditions géographiques et autres du pays : un État surveille certaines régions plus que d'autres, suivant ses intérêts. D'autre part, cette surveillance dépend des moyens dont dispose chaque État. En Amérique, cette question est très importante : les États-Unis et bien des pays latins ne peuvent pas surveiller efficacement toute l'énorme étendue de leurs côtes. Comme l'a établi très justement l'article 25 de la Convention XIII de La Haye de 1907, une Puissance n'est pas tenue d'exercer d'autres surveillances que celles qui comportent les moyens dont elle dispose.

L'État qui n'exerce pas cette surveillance ou qui est négligent dans son exercice engage sa responsabilité dans le cas où des dommages sont causés sur son territoire à d'autres États ou à leurs ressortissants.

3° Comme conséquence de ce qui précède, tout État est considéré comme ayant connu ou ayant *dû* avoir connaissance des actes dommageables commis dans les régions de son territoire où il a des autorités locales ; ce n'est pas une présomption, ce n'est pas une hypothèse : c'est la conséquence de sa souveraineté. Si ledit État prétend qu'il n'a pas eu connaissance de ces actes, notamment par suite de circonstances que sa vigilance ne pouvait déceler, par exemple l'action de sous-marins, etc., il doit le prouver : autrement sa responsabilité est engagée.

4° Tout État doit prendre des mesures préventives en vue d'empêcher l'exécution sur son territoire d'actes délictueux ou dommageables à l'égard d'autres États ou de leurs ressortissants, et si de tels actes sont commis, il est tenu de les réprimer.

5° Tout État est tenu d'éclaircir immédiatement les circonstances dans lesquelles a été commis sur son territoire un acte délictueux ou dommageable, notamment de procéder à des enquêtes.

is a delicate matter, and is a constant subject of controversies, because it is not regulated by any well-established precepts. That was very evident at the Codification Conference at The Hague in 1930.

It is therefore necessary that this question of responsibility should be more closely defined, in its most essential features, and that it should even be restated.

In undertaking such a restatement, in regard to the matters at issue in the present dispute, the Court might be guided by the following considerations, based on the law of social interdependence:

(1) Every State is bound to preserve in its territory such order as is indispensable for the accomplishment of its international obligations: for otherwise its responsibility will be involved.

(2) Every State is bound to exercise proper vigilance in its territory. This vigilance does not extend to uninhabited areas; and it is not of the same nature in the terrestrial part of the territory as in the maritime, aerial or other parts.

This obligation of vigilance varies with the geographical conditions of the countries and with other circumstances: a State exercises greater vigilance in certain areas than in others, according to its interests. Moreover, this vigilance depends on the means available to a given State. In America this question has become very important: the United States and many of the Latin countries are unable to exercise effective vigilance over the whole vast extent of their coasts. As has been very rightly laid down in Article 25 of the Hague Convention XIII of 1907, a Power is not obliged to exercise greater vigilance than is consistent with the means at its disposal.

A State which fails to exercise this vigilance, or is negligent in its exercise, will find its responsibility involved in case of injury caused in its territory to other States or to their nationals.

(3) As a consequence of the foregoing, every State is considered as having known, or as having a *duty* to have known, of prejudicial acts committed in parts of its territory where local authorities are installed; that is not a presumption, nor is it a hypothesis, it is the consequence of its sovereignty. If the State alleges that it was unaware of these acts, particularly if they occurred in circumstances in which vigilance was unavailing—e.g., by the action of submarines, etc.—it must prove that this was the case, for otherwise its responsibility is involved.

(4) Every State is bound to take preventive measures to forestall the execution in its territory of criminal or prejudicial acts to the detriment of other States or of their nationals; and if such acts are committed it is bound to punish the offenders.

(5) Every State is bound to elucidate immediately the circumstances in which a criminal or prejudicial act was committed in its territory, and in particular to institute enquiries.

6° Il est tenu d'informer immédiatement les pays intéressés de l'existence sur son territoire de dangers dont il a connaissance, qui pourraient leur causer des dommages et qui sont l'œuvre d'autres pays ; autrement, il se rend complice.

Il y a actuellement dans le droit international trois notions de grande importance, bien distinctes, qui ont des points communs et qu'on tend à confondre, car toutes se réfèrent à des dommages subis par un État ordinairement sur le territoire d'un autre État, par la faute de celui-ci, et pour lesquels des indemnités sont réclamées. Ces trois notions sont celles du *délit international*, de l'*acte dommageable* et de l'*acte illicite*.

La caractéristique du *délit international* est qu'il est un acte contraire aux sentiments d'humanité. Par suite des exigences de la conscience juridique des peuples, on tend actuellement à introduire cette notion de délit comme précepte fondamental du droit international.

On doit considérer comme délits internationaux :

a) les actes contraires aux sentiments d'humanité commis par un État sur son territoire, même pour défendre sa sécurité ou ses intérêts vitaux : par exemple, la pose de mines sous-marines, sans en aviser les pays intéressés ;

b) les actes contraires aux sentiments d'humanité commis par un État et ayant causé des dommages sur le territoire d'un autre État, avec le consentement de celui-ci. Ce dernier est considéré comme complice ;

c) les actes contraires aux sentiments d'humanité commis sur le territoire d'un État par un autre pays sans le consentement dudit État mais que celui-ci a connus ou *dû* connaître, et qui ont causé des dommages à un tiers. Cette connaissance ne suffit pas pour constituer un délit : il faut que l'État ait négligé d'informer dudit acte les pays intéressés.

L'*acte dommageable* est celui qui cause un préjudice à un État ou à ses ressortissants, mais par suite de faits ne constituant pas un délit international : par exemple, comme conséquence d'une insurrection, d'une guerre civile, etc. Cet acte n'engage la responsabilité de l'État sur le territoire duquel il a été commis que s'il n'avait pas pris les mesures nécessaires pour empêcher son exécution ou pour le réprimer.

L'*acte illicite* est celui qui méconnaît ou viole les droits d'un État ou qui est contraire à la loi internationale, à un traité, etc. : par exemple, la violation de frontières, la non-exécution d'une convention, etc. La responsabilité de l'État qui l'a commis varie selon la nature dudit acte.

Il convient d'attirer spécialement l'attention sur cinq catégories d'actes illicites ou contraires au droit international, qui se rapportent

(6) The State is bound to give immediate information to countries that are concerned regarding the existence in its territory of dangers, resulting from the action of other States, that have been brought to its knowledge, and which might cause injury to the said countries ; if it fails to do so it becomes guilty of complicity.

There are at present in international law three notions of major importance, which are quite distinct but have points in common and apt to be confused with one another, as they all relate to damage suffered by a State generally in the territory of another State owing to the negligence of the latter, for which compensation is claimed. These three notions are *international delinquencies*, *prejudicial acts* and *unlawful acts*.

The characteristics of an *international delinquency* are that it is an act contrary to the sentiments of humanity. In consequence of the demands of the juridical consciousness of the peoples, there is now a tendency to introduce the notion of delinquency as a fundamental precept of international law.

The following acts are to be considered as international delinquencies :

(a) acts contrary to the sentiments of humanity committed by a State in its territory, even with the object of defending its security and its vital interests ; for instance, the laying of submarine mines without notifying the countries concerned ;

(b) acts contrary to the sentiments of humanity committed by a State, and causing damage in the territory of another State with the latter's consent. The latter State is considered as an accomplice ;

(c) acts contrary to the sentiments of humanity committed in the territory of a State by another country, without the consent of the first named State but of which that State knew, or had the *duty* of knowing, and which resulted in damage to a third State. Such knowledge does not suffice to constitute a delinquency : that term would only be applicable if the State had failed to notify the countries concerned of the act in question.

A *prejudicial act* is one which causes prejudice to a State or to its nationals, but which does so by means of acts not constituting an international delinquency, e.g., as a consequence of an insurrection, civil war, etc. This act does not involve the responsibility of the State in whose territory it was committed, unless the latter State failed to take the necessary action to prevent its execution or to punish the offenders.

An *unlawful act* is one which disregards or violates the rights of a State, or which is contrary to international law, to a treaty, etc. : e.g., the violation of frontiers, the non-execution of a convention, etc. The responsibility of the State which committed it varies according to the nature of the act.

Special attention must be drawn to five categories of unlawful acts, or acts contrary to international law, which are related to the

au litige actuel : l'*intervention*, la *pression* ou *menace de force*, la *manifestation de force* dans un but d'intimidation, la *violation de souveraineté* et l'*abus du droit* dont je parlerai plus loin.

La responsabilité d'un État peut être *limitée*. Elle peut être aussi *atténuée* par certaines circonstances, par exemple le fait d'avoir agi au bénéfice de l'intérêt général, le fait d'avoir pris toutes les mesures nécessaires pour éviter que d'autres États ou leurs ressortissants subissent des dommages sur son territoire. Mais en cas de délit international, il ne peut y avoir de circonstances atténuantes.

Dans les matières précédentes, on voit clairement la différence qui existe entre l'ancien droit individualiste et le nouveau droit d'interdépendance sociale.

VII.

Le passage des navires de commerce ou de guerre d'un État dans les eaux territoriales d'un autre État ou dans les détroits qui s'y trouvent et font communiquer deux mers libres est une question de grande importance. Il s'agit du passage en temps de paix, car pour le passage en temps de guerre, il doit y avoir des règles spéciales conformes à la nouvelle condition juridique de la guerre.

Dans le litige actuel, les Parties ont admis, conformément à la doctrine courante, que le passage des navires de commerce d'un État dans les eaux territoriales d'un autre État, y compris celles des détroits qui unissent deux mers ouvertes, était libre ; mais la question de savoir s'il en était de même pour le passage des navires de guerre a été très controversée : l'agent du Gouvernement albanais a soutenu que les États riverains pouvaient réglementer le passage de ces navires, ce qui a été nié par l'agent du Royaume-Uni.

La Charte de l'Atlantique de 1941 a posé comme principe fondamental la liberté des mers et des océans. Les nations unies ont signé, le 1^{er} janvier 1942, une déclaration par laquelle elles acceptaient ce principe. L'article 3 de la Charte des Nations Unies fait allusion à cette déclaration. L'opinion publique est, elle aussi, favorable à cette liberté des mers ; on peut donc dire qu'elle fait partie du nouveau droit international.

On doit, par suite, considérer qu'actuellement le passage dans la mer territoriale d'un État ou dans les détroits qui s'y trouvent, ainsi que dans ceux de caractère international, n'est pas une simple tolérance mais un *droit* pour les navires de commerce des autres États. Ces navires, en outre, ont une mission pacifique et contribuent au développement de bonnes relations entre les peuples.

Il n'en est pas de même pour les navires de guerre. La guerre étant désormais mise hors la loi, la mission de ces navires doit être principalement d'assurer la légitime défense des pays auxquels ils

present dispute : *intervention, pressure or threat of force, demonstration of force*, with a view to intimidation, *violation of sovereignty*, and *misuse of right* to which I will return later.

The responsibility of a State may be *limited*. It may also be *attenuated* by certain circumstances, e.g., by the fact that the State was acting in the general interest, or that it took all proper precautions to prevent other States or their nationals from suffering injury in its territory. But in the case of international delinquency there cannot be extenuating circumstances.

In the preceding examples we see clearly the difference between the former individualistic law and the new law of social interdependence.

VII.

The passage of the merchant ships or warships of a State through the territorial waters of another State, or through straits situated therein and affording communication between two areas of open sea, is a matter of high importance. We are concerned only with passage in time of peace, for in regard to passage in war time there must be special rules adapted to the new juridical status of war.

In the present dispute, the Parties have admitted, in conformity with current doctrine, that the passage of the merchant ships of one State through the territorial waters of another State, including the waters of straits uniting two portions of open sea, is free. But the question whether the same rule applied to the passage of warships was keenly debated : the Albanian Government's Agent maintained that the coastal States might regulate the passage of these ships, a view which was contested by the Agent for the United Kingdom.

The Atlantic Charter of 1941 laid down the freedom of the seas and oceans as a fundamental principle. On January 1st, 1942, the united nations signed a Declaration in which they accepted the principle. Article 3 of the Charter of the United Nations alludes to that Declaration. Public opinion, also, is favourable to the freedom of the seas ; it may therefore be said to form part of the new international law.

Consequently, it may be accepted that, to-day, the passage through the territorial sea of a State, or through straits situated therein, and also through straits of an international character, is not a simple tolerance but is a *right* possessed by merchant ships belonging to other States. For these ships are discharging a peaceful mission and are contributing to the development of good relations between peoples.

The position is not the same in the case of warships. As war has been outlawed henceforward, the mission of these ships can only be to ensure the legitimate defence of the countries to which

appartiennent. De ce fait, s'ils peuvent effectuer un passage innocent dans les détroits constituant une route internationale de navigation entre deux mers libres, dans les autres cas, les États riverains peuvent réglementer ce passage, notamment pour défendre leur sécurité ou leurs intérêts, mais ils ne peuvent pas l'interdire.

Les navires de guerre n'ont un droit de passage sans aucune restriction que lorsqu'ils effectuent une mission internationale confiée par l'O. N. U., comme il a été dit précédemment.

VIII.

Au sujet du passage des navires de guerre britanniques dans les eaux territoriales albanaises le 22 octobre 1946 et les 12-13 novembre suivants, on a beaucoup discuté sur l'intervention, les manifestations de force dans un but d'intimidation, la violation de souveraineté, etc., et parfois en confondant ces notions.

L'intervention d'un État dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre État, c'est-à-dire son action en vue d'obliger celui-ci à faire ou à ne pas faire quelque chose, a été condamnée depuis longtemps ; elle est formellement prohibée par la Charte des Nations Unies. Il en est de même pour les autres actes de force et même pour la menace de force.

L'agent du Royaume-Uni a soutenu que l'opération de dragage dite « Retail » effectuée par les navires britanniques dans le Déroit de Corfou constituait une intervention ou auto-défense justifiée. Cela n'est pas exact : cette opération était, en réalité, une violation de la souveraineté albanaise.

La Cour doit réaffirmer, chaque fois qu'il y a lieu, que l'intervention, ainsi que tout acte de force, ne sont permis sous aucune forme et sous aucun prétexte dans les rapports internationaux ; mais elle peut admettre des circonstances atténuantes dans des cas exceptionnels.

IX.

L'abus du droit n'existait pas autrefois dans le droit. Chacun pouvait exercer ses droits dans toute leur étendue, même s'il en résultait un préjudice pour autrui ; il n'y avait, dans ce cas, aucune obligation d'indemnité.

Actuellement, il n'en est plus ainsi : certaines législations civiles, surtout les plus récentes, prohibent expressément l'abus du droit dans les rapports privés. Le Code civil allemand établit dans son article 226 : « L'exercice d'un droit n'est pas permis lorsqu'il ne peut avoir d'autre but que de causer des dommages à autrui. » Et le Code civil suisse, dans son article 2 du Titre préliminaire, déclare : « Chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses

they belong. Therefore, although they may effect an innocent passage through straits forming an international highway between two free seas, in other cases the coastal States are entitled to regulate the passage, especially with a view to the protection of their own security or interests, but they are not entitled to forbid it.

Warships only enjoy an unrestricted right of passage when they are engaged in an international mission assigned to them by the United Nations, as was stated above.

VIII.

In connexion with the passage of the British warships through the Albanian territorial waters on October 22nd, 1946, and on November 12-13th of that year, the subjects of intervention, demonstrations of force with a view to intimidation, violation of sovereignty, etc., were debated at some length, and it seemed at times that these notions were confused with one another.

The intervention of a State in the internal or external affairs of another—i.e., action taken by a State with a view to compelling another State to do, or to refrain from doing, certain things—has long been condemned. It is expressly forbidden by the Charter of the United Nations. The same applies to other acts of force, and even to a threat of force.

The Agent for the United Kingdom contended that the mine-sweeping operation known as "Retail", undertaken by the British ships in the Corfu Strait, was a justifiable act of self-help. That is not correct; the operation was in fact a violation of Albanian sovereignty.

The Court must reaffirm, as often as the occasion arises, that intervention and all other kinds of forceable action are not permissible, in any form or on any pretext, in relations between States; but the Court may excuse such acts in exceptional circumstances.

IX.

Formerly, the *misuse of a right* had no place in law. Anyone could exercise his rights to their fullest extent, even if the effect was prejudicial to others; in such cases there was no duty to make reparation.

That is no longer the case: some civil codes, especially those of most recent dates, expressly forbid the misuse of right in private relations. The German Civil Code lays down in Article 226: "The exercise of a right is forbidden when it can have no other object than to cause injury to others." And the Swiss Civil Code, in Article 2 of the preliminary chapter, declares: "Everyone is bound to exercise his rights and to discharge his obligations according to

obligations selon les règles de la bonne foi. L'abus manifeste d'un droit n'est pas protégé par la loi.»

J'estime qu'en vertu du droit d'interdépendance sociale, cette condamnation de l'abus du droit doit être transportée dans le droit international. Dans celui-ci, en effet, l'exercice intégral d'un droit par un État, conséquence de sa souveraineté absolue, peut causer parfois des troubles et même des conflits qui menacent la paix. Les heurts de droits et d'intérêts sont des causes de malaises sociaux et même de guerres.

Dans cette matière, il y a deux choses à déterminer : a) quand il y a abus du droit ; b) quelle doit être sa sanction. Pour ce qui concerne la première, il faut apprécier les faits dans chaque cas qui se présente et, pour ce qui concerne la sanction, elle pourra consister, selon le cas, en excuses, admonestation ou même indemnité pour le préjudice causé.

L'abus du droit admet — de même que la responsabilité — des circonstances atténuantes, par exemple si l'abus du droit a eu lieu au bénéfice de l'intérêt général, etc.

(Signé) ALEJANDRO ALVAREZ.

the rules of good faith. The manifest misuse of a right is not protected by the law.”

I consider that in virtue of the law of social interdependence this condemnation of the misuse of a right should be transported into international law. For in that law the unlimited exercise of a right by a State, as a consequence of its absolute sovereignty, may sometimes cause disturbances or even conflicts which are a danger to peace. Clashes of rights and interests are causes of social unrest and even of wars.

In this matter there are two questions to be determined : (a) when is there a misuse of a right ; and (b) what should be the penalty ? In regard to the former point, the facts must be evaluated in any given case ; and in regard to the penalty, this may consist, according to the circumstances, of an apology, a rebuke or even compensation for the injury caused.

The misuse of a right—in the same way as responsibility—admits of extenuating circumstances, for instance, if the misuse of the right was committed for the general advantage, etc.

(Signed) ALEJANDRO ALVAREZ.